

Niveau(x) d'enseignement: 7
Centre d'intérêt: 540

Numéro EDU0 : 8670345

Isabelle, Robert.

Modèle de politique concernant la reconnaissance des acquis de formation / Robert Isabelle. -- [Montréal] : Fédération des cégeps, Secteur Développement et communications, 1985.
9 f. ; 28 cm. -- (Etudes et réflexions ; 3)

Titre de la couv. Bibliogr.: f. 9.

Velette(s)-secondaire(x): Fédération des cégeps, Secteur Développement et communications

Descripteur(s): Reconnaissance des acquis * Evaluation de l'étudiant * Expérience de l'étudiant * Apprentissage parascolaire * Politique locale * Modèle * Collégial (Ordre d'enseignement)

Le texte est une adaptation du modèle de politique touchant l'octroi d'unités pour les apprentissages extrascolaires que l'Office on Educational Credit and Credential de l'American Council on Education propose aux établissements d'enseignement supérieur aux Etats-Unis. A l'occasion, il s'inspire également d'un document de base du Council for the Advancement of Experiential Learning (CAEL), ##Principles of Good Practice in Assessing Experiential Learning##. Le but de cette adaptation est d'aider les collèges à se doter d'une politique-maison reflétant leurs objectifs et leur contexte particulier. Le modèle n'inclut pas tous les éléments qui peuvent se trouver dans une politique de reconnaissance des acquis de formation extrascolaire et il n'aborde pas les procédures et règles que les collèges ont à se donner pour actualiser leurs politiques.

Type de document: r



Fédération des cégeps
Secteur Développement
et Communications

Document no 3
15 mai 1985

ÉTUDES ET RÉFLEXIONS

- apprentissage "expérientiel"
- reconnaissance des acquis de formation

**Modèle de politique
concernant
la Reconnaissance
des acquis de formation**

Robert Isabelle

PRÉSENTATION

Ce texte est une adaptation du modèle de politique touchant l'octroi d'unités pour les apprentissages extra-scolaires que l'Office on Educational Credit and Credentials de l'American Council on Education propose présentement aux établissements d'enseignement supérieur des États-Unis et qui est bien reçu par ces derniers. (1) A l'occasion, il s'inspire également d'un document de base du Council for the Advancement of Experiential Learning (CAEL), Principles of Good Practice in Assessing Experiential Learning. (2)

L'adaptation a été faite avec la bienveillante autorisation du Dr Henry Spille, directeur de l'Office on Educational Credit and Credentials et elle est publiée dans le but d'aider les collèges à se doter d'une politique-maison reflétant leurs objectifs et leur contexte particuliers.

Réduit à ce qu'on peut considérer comme le strict essentiel, le modèle n'inclut pas tous les éléments qui peuvent utilement se retrouver dans une politique de reconnaissance des acquis de formation extrascolaire. On pourra trouver certains de ces autres éléments dans l'ouvrage de Marthe Sansregret, Guide de l'administrateur, aux pages 53 et suivantes. (3)

Par ailleurs, il ne dit rien des procédures et des règles que les collèges devront se donner pour actualiser leurs politiques.

ÉLÉMENTS DE POLITIQUE

1. Définition de l'apprentissage extrascolaire

L'apprentissage extrascolaire se définit comme un apprentissage effectué indépendamment de la responsabilité d'un établissement d'enseignement dûment reconnu. Le tuteur recouvre l'apprentissage réalisé à travers les expériences de travail et de vie, l'étude personnelle, les moyens de communication et la participation à des cours formels dispensés par des associations, le monde des affaires, le gouvernement, l'industrie, les forces armées et les syndicats.

2. Principe de base

Comme le prévoit l'article 25 du Règlement sur le régime pédagogique du collégial, les collèges peuvent accorder des unités pour des apprentissages extrascolaires. Ils les accorderont d'après des règles destinées à faire en sorte que ces apprentissages soient mesurés de façon valide et fidèle. (4)

Explications et commentaires

La possibilité pour les étudiants de se faire accorder des unités pour leurs acquis extrascolaires de niveau collégial permet l'utilisation pleine et efficace de toutes les sources d'apprentissage, stimule le goût d'apprendre et contribue à augmenter la qualité de l'enseignement, car enseigner aux étudiants ce qu'ils savent déjà constitue une perte de temps et un gaspillage des ressources éducatives.

Par ailleurs, les diplômes revêtent une grande importance relativement au statut économique, professionnel et social de l'individu. Partant, l'équité sociale exige que tout apprentissage de niveau collégial -- peu importe où et comment il est effectué -- soit pris en considération par le système établi de reconnaissance des acquis et des compétences.

Finalement, grâce à une évaluation valide et fidèle des acquis extrascolaires, un plus grand nombre de personnes sont amenées à s'inscrire dans un collège et à poursuivre un diplôme ou d'autres objectifs scolaires. Il est à remarquer que, dans bien des cas, ces personnes sont de celles qui auront été désavantagées dans le passé sur le plan de la scolarisation.

3. Responsabilité administrative de la politique

C'est le directeur des services pédagogiques qui a la responsabilité première de la politique et des procédures touchant l'octroi des procédures touchant l'octroi d'unités pour les apprentissages extrascolaires.

Explications et commentaires

Accorder des unités est une question d'ordre pédagogique. En conséquence, la responsabilité première de la politique et des procédures relatives à l'octroi d'unités pour les apprentissages extrascolaires devrait relever du directeur des services pédagogiques.

L'implantation et l'application de la politique peuvent être déléguées à d'autres personnes comme les adjoints au directeur des services pédagogiques, les coordonnateurs de départements, les conseillers pédagogiques, les aides pédagogiques individuels, les registraires. Toutefois, le contrôle de l'implantation et de l'application de la politique est assuré par le directeur des services pédagogiques.

Exemple

Le directeur des services pédagogiques délègue aux départements la responsabilité d'établir l'équivalence entre des cours dispensés par des organismes non scolaires et les cours offerts par le collège. À cette fin, il leur transmet des directives concernant la démarche à suivre.

Entre autres, les départements évalueront les objectifs, le contenu, les activités d'apprentissage et les procédés d'évaluation des cours dispensés par ces organisations, en vue de déterminer si ces cours peuvent légitimer l'octroi d'unités.

4. Étudiants et apprentissages admissibles

Tous les étudiants inscrits dans un collège peuvent demander à se voir accorder des unités pour leurs acquis extrascolaires qui ont un lien avec leur programme de formation. Ils peuvent le faire à n'importe quel moment, aussi longtemps qu'ils sont inscrits.

Explications et commentaires

La grande majorité des étudiants qui demandent des unités pour leurs acquis extrascolaires sont des adultes d'un certain âge. Mais il arrive que des étudiants «jeunes» aient effectué ou effectuent des apprentissages extrascolaires ayant un lien avec leur programme de formation. Pourvu qu'ils puissent faire la preuve de ces acquis, ils devraient pouvoir se faire accorder des unités.

Par ailleurs, si la grande majorité des demandes d'octroi d'unités pour des acquis extrascolaires se fait au moment de l'inscription, il se peut que des étudiants déjà inscrits se rendent compte qu'eux aussi sont en mesure de faire les mêmes demandes. En conséquence, ces demandes ne devraient pas être limitées au moment de l'inscription.

EXPLICATIONS, COMMENTAIRES, EXEMPLES

ÉLÉMENTS DE POLITIQUE

Explications et commentaires5. Responsables de l'évaluation des acquis extrascolaires

L'évaluation des acquis extrascolaires sera faite par des spécialistes de matière qui auront reçu la formation appropriée.

Les enseignants auront normalement la responsabilité d'évaluer les acquis extrascolaires qui relèvent de leur spécialité, tout comme ils ont celle d'évaluer les acquis scolaires. Au besoin, les évaluations seront faites par des non enseignants dont la compétence est reconnue dans la matière concernée.

Les personnes compétentes dans une matière ne sont pas nécessairement des évaluateurs compétents, surtout quand il s'agit d'évaluer les acquis expérimentiels. Il faut donc que le directeur des services pédagogiques ou la personne à qui il aura confié la responsabilité de la reconnaissance des acquis fasse en sorte que les évaluateurs aient reçu une solide formation en ce qui a trait au choix et à l'utilisation appropriés des instruments et des méthodes d'évaluation, de même qu'à l'établissement des standards à partir desquels les unités seront accordées.

Souvent, il sera indiqué de recourir à des équipes de spécialistes de matière pour assurer l'objectivité de l'évaluation.

Tout ceci est essentiel pour assurer la crédibilité de la reconnaissance des acquis extrascolaires.

6. Moyens à utiliser pour reconnaître les acquis extrascolaires

Quatre moyens peuvent présentement être utilisés en vue d'accorder des unités pour les acquis extrascolaires:

- les examens finals des cours élaborés par les enseignants ou les examens départementaux couvrant une séquence de cours;
- les tests élaborés selon la méthode expérimentée à l'École d'aérotechnique de St-Hubert(5) (entretien mécanique d'aéronef) et au Cégep du Vieux Montréal (techniques de garderie); les tests élaborés par certains collègues pour un programme donné (v.g. St-Félicien en techniques infirmières);
- les équivalences pour des cours dispensés par des organismes non scolaires;
- le portfolio.

Explications et commentaires

Comme cela se fait dans les commissions scolaires depuis quelques années et aux États-Unis depuis longtemps, les étudiants qui le veulent pourraient se présenter aux examens finals des cours ou aux examens départementaux couvrant une séquence de cours.

Dans l'établissement d'équivalences pour des cours dispensés par des organismes non scolaires, on devrait s'inspirer de la démarche suivie par l'American Council on Education depuis quelque 40 ans. Les équivalences sont déterminées après des évaluations soignées de ces cours, faites par des équipes d'enseignants dont la compétence est reconnue. Ces évaluations tiennent compte des objectifs, du contenu et de la durée des cours, des modes et des moyens d'apprentissage, des procédés d'évaluation, de la compétence des formateurs et de la façon dont les résultats des étudiants sont consignés. De plus, les équipes d'évaluation travaillent selon des politiques et procédures approuvées par la Commission on Educational Credit and Credentials, ainsi que sous la supervision du personnel de l'Office on Educational Credit and Credentials.

Dans la mesure où il se conforme à des principes éprouvés, le portfolio constitue un moyen fiable d'évaluer les apprentissages expérimentiels et hautement individualisés.

EXPLICATIONS, COMMENTAIRES, EXEMPLES

ÉLÉMENTS DE POLITIQUE

Explications et commentaires

7. Nombre maximum d'unités pouvant être accordées pour des acquis extrascolaires

Chaque collège doit déterminer le nombre maximum d'unités qu'il accordera pour des acquis extrascolaires dans un programme donné.

La plupart des nombreux collèges américains qui font de la reconnaissance des acquis extrascolaires ont jugé bon de ne pas accorder plus des trois-quarts des unités d'un diplôme pour ces acquis.

Il appartient aux collèges de déterminer le maximum d'unités à accorder pour les acquis extrascolaires et d'expliquer les motifs justifiant cette position.

8. Inscription des notes et des unités accordées pour les acquis extrascolaires sur le bulletin

Les notes et les unités octroyées pour les acquis expérimentiels seront inscrites sur le bulletin de la même façon que les notes et les unités accordées pour les acquis scolaires.

Explications et commentaires

9. Frais des étudiants pour la reconnaissance de leurs acquis extrascolaires

On spécifiera les frais qui seront demandés aux étudiants pour la reconnaissance de leurs acquis extrascolaires.

Il n'est pas sûr que l'État et les collèges puissent rendre la reconnaissance totalement gratuite.

Par ailleurs, la reconnaissance des acquis permet à l'étudiant de sauver temps, énergie et argent.

Pour déterminer les frais des étudiants, on pourrait tenir compte des variables suivantes: 1) le salaire horaire moyen du personnel enseignant, professionnel et administratif impliqué; 2) les avantages sociaux liés à ce salaire; 3) les frais administratifs encourus.

ÉLÉMENTS DE POLITIQUE

10. Conservation des documents touchant la reconnaissance des acquis extrascolaires

Les documents touchant la reconnaissance des acquis extrascolaires seront conservés pendant le même temps que ceux qui concernent l'octroi d'unités pour les acquis scolaires.

11. Supervision de la reconnaissance des acquis extrascolaires

Un comité de supervision de la reconnaissance des acquis de formation devrait être mis sur pied et comporter des représentants des services pédagogiques et des départements du collège. La principale fonction de ce comité sera d'examiner les décisions d'octroi d'unités, de façon qu'elles se prennent sans écart sensible d'un département à l'autre ou d'une discipline à l'autre.

12. Évaluation du processus de reconnaissance des acquis extrascolaires

Le processus de reconnaissance des acquis extrascolaires devrait faire l'objet d'un examen annuel de la part du directeur des services pédagogiques.

Explications et commentaires

Pour garantir d'intégrité et la crédibilité de la reconnaissance des acquis de formation, un minimum de standardisation s'impose. Si les enseignants ou les étudiants se rendent compte que l'octroi des unités se fait avec des écarts criants d'un département à l'autre ou d'une discipline à l'autre, ils vont perdre confiance dans le processus et, à ce moment, c'en sera fait de ce dernier.

Explications et commentaires

C'est une saine pratique administrative d'évaluer régulièrement les programmes d'enseignement et les services pédagogiques pour voir si les objectifs sont atteints. Il est particulièrement important d'évaluer les nouveaux programmes et services de manière à en détecter les problèmes rapidement et à faire les changements requis ou à en établir la valeur.

NOTES

- (1) AMERICAN COUNCIL ON EDUCATION. OFFICE ON EDUCATIONAL CREDIT AND CREDENTIALS. Model Policy on Awarding Credit for Extracurricular Learning. Draft. Washington, DC, March 1985. 14 p.
- (2) WILLINGHAM, Warren W. Principles of Good Practice in Assessing Experiential Learning. Columbia, CAEL, 1977. 60 p.
- (3) SANSREGRET, Marthe. Reconnaissance des acquis. Guide de l'administrateur. Montréal, Collège John Abbott, 1984. 82 p.
- (4) Les instruments ou les techniques de mesures des apprentissages sont dits valides s'ils mesurent tout ce qu'on entend mesurer et seulement cela. Ils sont dits fidèles s'ils permettent d'obtenir des résultats semblables quand ils sont utilisés plusieurs fois ou quand ils sont utilisés par plusieurs personnes différents.
- (5) Les résultats de cette expérimentation feront normalement l'objet d'une publication en juillet prochain. Après avoir décrit de façon opérationnelle le modèle utilisé, le document indiquera dans quels domaines le modèle peut être utilisé avantageusement.